



*Discours de Mme Ségolène Royal
Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie*

Paris, le 28 novembre 2014

*Conférence environnementale 2014
Jeudi 27 novembre 2014 - Palais de l'Élysée*

Intervention de Ségolène Royal,

Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie

lors de la séance inaugurale

Monsieur le Président de la République,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

*Mesdames et Messieurs les membres du Conseil national de la transition
écologique et les représentants de toutes les parties prenantes du dialogue
environnemental,*

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs

La tenue en ces lieux, pour la première fois, de la séance inaugurale de la Conférence environnementale 2014 lui donne une signification exceptionnelle en cette année où l'Assemblée nationale vient de voter la loi sur la transition énergétique, dont le Sénat vient de se saisir, qui donne à la France la législation européenne la plus avancée car la plus complète, grâce à un remarquable travail parlementaire, précédé de nombreux débats dans tous le pays, et à l'implication particulière des associations, des ONG.

A un an, aussi, d'une échéance majeure, pour notre pays et pour le monde : le Sommet Paris Climat de décembre 2015.

Permettez-moi de remercier toutes celles et tous ceux dont les réflexions et les contributions ont permis d'élaborer les documents de travail qui vont être soumis à discussion lors des trois tables rondes de négociation de ces deux jours de Conférence Environnementale, trois tables rondes qui vous seront présentées tout à l'heure :

- la première, sur la mobilisation pour la Conférence Paris Climat, qui sera animée par Laurent Fabius et Michel Sapin ;
- la seconde sur les transports et la mobilité durable, qui sera animée par Emmanuel Macron et Alain Vidalies ;
- la troisième sur les interactions entre la santé et l'environnement,

animée par Marisol Touraine et Stéphane Le Foll.

Avec, bien sûr, la participation des membres du Conseil National de la Transition Ecologique.

Les trois groupes qui ont travaillé du 5 juin au 13 novembre, dans le cadre des commissions spécialisées du Conseil National de la transition écologique et du groupe Santé Environnement, ont élaboré ces documents où sont clairement répertoriés les points de convergence et ceux restant à débattre ; ils vont nous permettre de préparer la feuille de route des actions opérationnelles à conduire en 2015.

S'il est une leçon que nous enseigne la transition écologique, c'est que la transparence, le partage des informations, la démocratisation des débats et des décisions, la participation active des citoyens, des associations et des ONG, des élus de terrain et des parlementaires, des partenaires sociaux, entreprises et organisations syndicales, de tous les acteurs économiques, et la construction collective de solutions positives d'intérêt général permettent seules d'agir efficacement et durablement.

Ecologie et démocratie participative sont indissociables, c'est ma conviction de longue date, et les Conférences environnementales voulues par le Président de la République sont partie intégrante de cette démarche.

Nous voici donc réunis aujourd'hui, forts du travail accompli au cours de ces derniers mois et décidés à lui donner les suites concrètes qui contribueront à faire de la France le pays de l'excellence environnementale et une grande puissance écologique car nous en avons tous les atouts.

Merci, donc, à toutes et à tous pour votre implication, votre vigilance, votre exigence et votre présence.

Les membres du gouvernement sont nombreux à être présents ici car les sujets dont nous allons traiter ont une forte dimension transversale et mobilisent les différents domaines dont chacun a la charge.

C'est aussi cela la force du combat pour l'environnement : fédérer les énergies pour surmonter les blocages, les régressions, l'obscurantisme parfois, et cette forme de voracité financière qui détruit sans vergogne les ressources naturelles.

Cette Conférence environnementale 2014 s'ouvre forte des acquis des deux précédentes Conférences. J'ai veillé à l'application des décisions prises en 2012 et en 2013 avant d'en engager de nouvelles. J'y intègre également les acquis du Grenelle de l'Environnement parce que nous avons besoin, dans ce domaine, d'unité pour relever le défi majeur de la mutation écologique. Je n'en citerai que quelques exemples.

En application des décisions de la Conférence environnementale de 2012, l'Agence nationale de la biodiversité est inscrite dans le projet de loi relatif à la biodiversité, une mission de préfiguration a été mise en place, parrainée par Hubert Reeves, ici présent, et dont Gilles Bœuf, également présent ici, président du Muséum national d'histoire naturelle, assurera le conseil scientifique.

S'agissant de la prévention des risques sanitaires et environnementaux, le Conseil des ministres s'en est saisi avec la nouvelle version du Plan Santé Environnement, que nous avons présentée avec Marisol Touraine, l'interdiction du bisphénol A et de l'épandage aérien des pesticides, etc.

La contribution Climat Energie est mise en œuvre et le projet de loi de finances pour 2015, présenté par Michel Sapin, intègre sa montée en charge.

Le Conseil national de la transition écologique a été créé ; je l'ai régulièrement consulté, renforçant sa participation à la gouvernance environnementale.

D'autres chantiers annoncés ont été lancés, comme celui sur la modernisation du droit de l'environnement.

En ce qui concerne la Conférence 2013, qui a beaucoup évoqué l'économie

circulaire, le projet de loi sur la transition énergétique pour la croissance verte consacre un titre entier à ce tournant nécessaire vers l'économie circulaire.

La politique de l'eau a également été renforcée avec la loi zéro-phyto pour les collectivités, avec les 1.000 captages prioritaires, avec le 3^{ème} plan national en faveur des milieux humides et avec les travaux en cours pour rendre les données sur l'eau plus accessibles et plus compréhensibles aux citoyens.

La protection de la biodiversité marine a également progressé.

Ce ne sont là que quelques exemples, non exhaustifs. Beaucoup de chantiers ont été menés à bien, beaucoup d'autres ont été ouverts et les tables rondes de cette année vont, pendant deux jours, nous aider à faire le bilan des actions engagées et à définir comment avancer davantage.

Une chose est claire : cette Conférence environnementale 2014 se situe à un moment historique, pour la France et pour la planète, nous le sentons tous, car pour la première fois peuvent être réunies les conditions d'un nouveau modèle de développement et de société, qui réconcilie le développement économique et l'emploi, l'écologie, le progrès social et la justice climatique.

L'histoire, nous le savons, est faite d'alternances entre le long, le lent

cheminement des idées, et des moments d'accélération, de passage à l'acte décisif, où les forces jusque là éparses se joignent pour changer la donne et pour ouvrir un nouvel avenir en matérialisant enfin à grande échelle d'autres possibles.

Nous y sommes.

Comme le dit le Président du GIEC, le Dr Pachauri, nous sommes la dernière génération à pouvoir le faire. Après, il sera trop tard. Mais ce défi est également une chance à saisir. Car les conditions sont réunies comme jamais pour un changement d'échelle et pour une mobilisation (nationale, européenne, mondiale) de tous les acteurs de la transition écologique et du développement durable. Une mobilisation qui nous permette de reprendre en mains notre destin climatique et de nous engager ensemble sur le chemin d'une croissance verte porteuse d'innovations et créatrice d'activités, bonne pour le climat, bonne pour l'emploi et bonne pour la santé.

Tels sont les objectifs de la transition énergétique mais aussi de la lutte pour la protection de la biodiversité, des moyens concrets que la loi met en place et des plans d'action qui l'accompagnent : économiser l'énergie et lutter contre cette société du gaspillage, faire monter en puissance les énergies renouvelables, rénover massivement les logements et les bâtiments, développer les transports propres, promouvoir l'économie

circulaire, simplifier les procédures sans reculer sur les exigences environnementales et donner à chacun - citoyens, familles, territoires, entreprises, élus - le pouvoir d'agir, pour créer 100.000 emplois de la croissance verte en luttant plus efficacement contre le dérèglement climatique.

Durant ces 40 dernières années et depuis le Sommet de Stockholm, en 1972, des appels ont été lancés, des initiatives ont été prises, d'indéniables progrès ont été réalisés mais, disons-le franchement, toujours en-deçà de l'action nécessaire.

Pour avoir vécu, alors Ministre de l'Environnement, l'espérance du Sommet de Rio en 1992 puis, comme Présidente de Région participant à la conférence parallèle des territoires, villes et régions, la déception de celui de Copenhague en 2009, je sais, comme vous tous, combien la route est longue pour passer non seulement de la clairvoyance de quelques uns à la conviction du plus grand nombre mais surtout pour passer des idées aux actes, des actes à la mesure des défis à relever qui ne sont pas une contrainte à subir mais une chance à saisir.

Vous êtes très nombreux ici à œuvrer depuis des années, et tout particulièrement le mouvement associatif, pour qu'une nouvelle approche l'emporte sur le vieux modèle à bout de souffle et à vouloir, pour

maintenant, des résultats concrets.

La bonne nouvelle, c'est que le monde bouge et que les peuples s'en mêlent.

Les citoyens sont prêts à agir si les informations sont accessibles à chacun et si les outils sont à portée de main. Des pans entiers du monde économique et des filières industrielles d'avenir font le choix de la croissance verte et d'une nouvelle économie climatique car il en va de leur compétitivité. Les territoires, les villes, les régions, souvent en avance sur les gouvernements, font sous toutes les latitudes la démonstration probante du possible. Les Etats, à leur tour, se mettent en mouvement comme le montrent l'accord européen sur le climat, celui de la Chine et des Etats-Unis, le G20 de Brisbane et l'action du Président de la République, la capitalisation en cours du Fonds Vert.

La bonne nouvelle, c'est que beaucoup, désormais, comprennent que l'inaction climatique a un coût.

Voilà le contexte inédit et à bien des égards prometteur dans lequel s'inscrit cette Conférence environnementale 2014.

Voilà pourquoi nous devons ensemble faire de la France, hôte du Sommet Paris Climat, un pays exemplaire chez lui, pleinement engagé pour la réussite de sa transition énergétique et pour la protection et la reconquête

de sa biodiversité, un pays capable d'être source d'inspiration pour les autres

Aujourd'hui s'ouvre une séquence de douze mois dont le maître mot est la mobilisation de toutes les forces vives du pays, représentées dans cette salle et au-delà de cette salle, afin que nous réussissions à engager radicalement cette transition et cette politique de la preuve qui contribueront à mobiliser plus largement tous les Etats de la planète sur la base de leur intérêt bien compris, comme s'y emploie Laurent Fabius dans les négociations internationales.

Mesdames et Messieurs, la transition écologique va nous réconcilier avec l'avenir. Elle est en marche. Il nous appartient de l'accélérer.

J'en veux pour preuve l'amplification de la mobilisation que je constate dans tous les territoires, notamment en réponse aux appels à projets du Ministère de l'Ecologie sur les territoires à énergie positive ou pour des territoires zéro gaspillage-zéro déchets.

Les forces vives du pays vont se mettre en mouvement pour faire de ce moment historique celui d'une Révolution écologique pacifique et bénéfique à notre peuple et à tous les peuples de la terre.

Un des pères de l'écologie moderne remarquait, dans les années 70, qu'écologie et économie dérivent de la même racine grecque qui désigne

les choses domestiques, celles relatives à la production de richesses dans la société et celles étendues à la tenue de notre maison commune, la planète Terre. On ne saurait mieux dire que tout être humain a deux patries, la sienne et la planète.

Je passe maintenant la parole à Hubert Reeves que je remercie d'être aujourd'hui des nôtres. Tout le monde connaît ici l'éminent scientifique et l'infatigable défenseur de la biodiversité dont la préservation et la valorisation sont indissociables de la lutte contre le dérèglement climatique.

Je lui ai demandé de bien vouloir éclairer pour nous les enjeux de la mobilisation dans laquelle la France est engagée et dans laquelle, nous l'espérons de toutes nos forces, le monde choisira dans un an de s'engager solidairement, ici, à Paris.

Merci à vous, cher Hubert Reeves, de nous dire pourquoi le moment est venu de choisir résolument entre ce que vous avez coutume d'appeler « la belle et la moins belle histoire » de l'humanité, vous qui nous dites que l'intelligence humaine est aujourd'hui mise en demeure d'affronter les conséquences de son propre succès. Là est le nœud de la crise écologique contemporaine pour laquelle nous nous mobilisons.

Je vous remercie.